



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des  
populations  
Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Société KERRY ingrédients France à Apt

SI2011-01-17-0010-DDPP du 17 janvier 2011

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du n° 30 du 31 mars 2003 autorisant la société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'Apt,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 88 du 16 décembre 2009 prescrivant à la société KERRY Ingrédients France de déposer, dans un délai maximal de 6 mois, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter comportant l'ensemble des éléments mentionnés aux articles R 512-3 à R 512-9 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juillet 2010 prescrivant à la société KERRY Ingrédients France de déposer le dossier de demande d'autorisation imposé par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2009 précité sous un délai maximal de 3 mois,
- VU le dossier déposé par la Société KERRY Ingrédients France le 8 octobre 2010,
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 20 décembre 2010,

**CONSIDERANT** que le contenu du dossier déposé par la société KERRY Ingrédients France n'est pas en relation avec l'importance de l'installation et avec ses incidences sur l'environnement, au regard des intérêts visés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement,

**CONSIDERANT** qu'aucun planning prévisionnel précis et réaliste pour la mise en place d'une solution technique qui permette de traiter la totalité des rejets industriels du site n'a été proposé,

**SUR** proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

## ARRETE

### ARTICLE 1

La société KERRY Ingredients France, sise quartier Salignan – BP 137 à Apt (84400) est mise en demeure de:

- sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, compléter son dossier de demande d'autorisation conformément aux remarques jointes en annexe 1 au présent arrêté,
- sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, proposer un planning prévisionnel de travaux qui ne dépassera pas le 31 décembre 2011, pour mettre en place une solution technique qui permette de traiter la totalité des rejets industriels du site.

### ARTICLE 2

Les études et travaux nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

### ARTICLE 3

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues (articles L. 514-11.II et L. 541-46-I.7° du code de l'environnement), il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

### ARTICLE 4

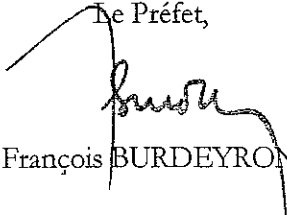
La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes conformément aux dispositions des articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles sont annexés au présent arrêté.

### ARTICLE 5

Le Sous-Préfet d'Apt, le Maire d'Apt, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, la directrice départementale de la protection des populations, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 17 JAN. 2011

Le Préfet,



François BURDEYRON

ANNEXE 1 à L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
DU

SI2011-01-17-0010-DDPP du 17 janvier 2011

Remarques de l'inspection des installations classées  
sur le dossier de demande d'autorisation déposé par  
la Société KERRY Ingrédients France le 08/10/2010

- L'étude d'incidence Natura 2000 est à produire
- Traitement des eaux industrielles : deux solutions sont proposées et chiffrées sommairement par un nouveau bureau d'étude ECO-RAIDER qui reprend l'étude menée jusqu'alors par la société AKANEO. Le planning prévisionnel de travaux proposé par la société KERRY ingrédients France qui prévoit 10 mois pour faire des essais pilotes et arrêter une solution de traitement, puis 10 mois pour réaliser les travaux ne sont pas acceptables et en tout état de cause, le planning prévisionnel de travaux à transmettre dans le délai d'un mois, ne devra pas dépasser le 31 décembre 2011.
- Eaux pluviales : le dossier reprend les conclusions de l'étude réalisée par ANTEA en 2007. Les préconisations de cette étude n'ont pas toutes été mises en œuvre. En particulier, l'exploitant a construit un bassin d'orage d'un volume de 2 000 m<sup>3</sup> alors que l'étude préconisait un volume de 4 350 m<sup>3</sup> ou plusieurs petits bassins pour assurer le même volume. Les travaux nécessaires à l'augmentation des capacités de stockages pour atteindre le volume de 4 350 m<sup>3</sup> devront être intégrés dans le planning prévisionnel de travaux.
- Chaudières : le dossier indique que le rejet en NOx d'une des chaudières ne respecte pas la valeur limite de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 concernant les chaudières soumises à déclaration, mais que les dispositions de ce texte ne sont pas applicables à cette chaudière car elle a été mise en service avant 1997. Plusieurs chaudières de KERRY sont postérieures à la date de fermeture de l'incinérateur d'Apt qui fournissait à l'époque de la vapeur sur le site. Il conviendra de démontrer que la mise en service de cette chaudière est antérieure à l'arrêté précité.
- Bruit : suite à des plaintes de bruit, l'exploitant avait été mis en demeure de faire des mesures de bruit par arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2009. Suite à ces mesures, des travaux lui ont été prescrits par arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2009. L'exploitant précise dans son rapport qu'il n'a pas vérifié l'émergence de nuit chez le plaignant, après les travaux. Ce point devra donc être vérifié.
- Evaluation du risque sanitaire : sur l'eau, il est indiqué que le risque sanitaire est limité en fonctionnement normal du fait du respect des seuils quant à la composition des effluents épandus. Les études demandées en 2009 ont démontré le contraire (confer rapport de l'inspection des installations classées du 30 juin 2010). Le dossier devra être complété sur ce point.
- Foudre : KERRY est soumis à l'arrêté ministériel foudre du 15 janvier 2008 pour sa station d'épuration et devait donc faire une analyse du risque foudre avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, puis faire une étude technique et installer les moyens de protection avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Le document joint en annexe XVI du dossier de demande d'autorisation, et appelé « *analyse du risque foudre* », est en fait la liste des travaux faits avec beaucoup de retard début 2008 pour se mettre en conformité avec l'ancien arrêté foudre de 1993. L'analyse du risque foudre conforme à la réglementation actuelle est à produire.
- Incendie : en cas d'incendie dans le stockage des futs vides, les effets thermiques atteindraient GR5 (effet domino) et sortent du site (sur des terrains d'épandage). Il convient d'étudier les solutions permettant de contenir les effets thermiques à l'intérieur de l'établissement.

## ANNEXE 2

### Article L514-6

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

#### ***Art. R. 514-3-1.***

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

– par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts

mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de

l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six

mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à

l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

– par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.